

soit pour s'assurer que les investisseurs étrangers faisaient de la recherche et du développement au Canada.

Il y a un instant, le député a dit que le Canada avait les dispositions fiscales les plus généreuses du monde pour encourager la recherche et le développement. C'est vrai, mais nous les donnons aux sociétés américaines ou autres sociétés étrangères. Elles prennent l'argent et le dépensent chez elles.

Pourtant, le gouvernement a mis en place un système d'examen des acquisitions d'entreprises canadiennes par des étrangers, mais ce système n'a pas réussi depuis sa création à refuser une seule acquisition.

Une voix: Même pas une?

M. McCurdy: Même pas une. Même pas une.

Si le gouvernement voulait vraiment augmenter le niveau de la recherche et du développement, il devrait certainement trouver des moyens de cibler ces stimulants fiscaux un peu plus prudemment et surveiller d'un peu plus près les acquisitions d'entreprises canadiennes. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre d'autres de Havilland, d'autres Lumonic, d'autres Connaught ou d'autres industries à haute intensité de technologie comme les certaines que nous avons déjà cédées à des étrangers.

Monsieur le Président, l'une des institutions de recherche et de développement les plus valables du Canada est le Conseil national de recherches. Celui-ci a soumis une version préliminaire de son plan quinquennal. Elle a été soumise par un président choisi exprès pour imposer les priorités du gouvernement au conseil. Il a sabré jusqu'à ce que le conseil ait perdu environ 250 scientifiques. Il s'est attaqué brutalement à des gens qui avaient consacré de nombreuses années de leur vie à la science au Canada.

Ce même président, celui que le gouvernement a minutieusement choisi pour procéder aux compressions, a toutefois demandé que soit inclus dans le plan quinquennal ce qu'il considérait comme un minimum raisonnable, soit 250 millions de dollars, répartis sur cinq ans et devant permettre au CNR de s'acquitter efficacement de sa mission.

À l'issue de la réunion du Cabinet, voici ce qu'on lui a dit: «Ho! mon brave, vous devez réduire vos demandes.» Aussi, on n'aurait jamais entendu parler de la proposition de 250 millions de dollars sans le travail acharné de quelques journalistes-enquêteurs qui ont découvert le pot aux roses. Il y avait probablement une enveloppe brune glissée quelque part.

Les crédits

Après avoir revu son plan quinquennal, le CNR a obtenu 50 millions de dollars répartis sur cinq ans.

Je vois à nouveau, monsieur le Président, cette lueur dans votre regard, Vous avez tout saisi immédiatement. Cela ne couvrira guère l'inflation. En fait, lorsqu'on prend en considération les répercussions sur le PARI, on commence à tout comprendre.

Le Programme d'aide à la recherche industrielle subventionne la recherche au sein des petites et moyennes entreprises. C'est le programme gouvernemental d'aide à la recherche et au développement industriels le plus valable.

Le président du CNR a dit qu'il faudrait y affecter 125 millions de dollars sur cinq ans, soit la moitié du montant demandé à l'origine. Or, l'ensemble du CNR s'est vu accorder 50 millions de dollars.

Pour ceux qui s'intéressent à la question de l'emploi et à la façon d'en créer efficacement, il convient de signaler que le PARI est le programme de création d'emplois le plus efficace dont dispose le gouvernement. La création d'un emploi dans le cadre de ce programme coûte 15 000 \$.

J'aimerais bien établir une comparaison avec le Programme Hibernia. Aux termes de ce programme, le gouvernement a simplement donné la bagatelle d'un milliard de dollars aux multinationales. Combien a coûté la création d'un seul emploi dans le cadre de ce programme?

S'il y a une chose sur laquelle on s'entend dans ce pays en ce qui a trait à nos besoins industriels, c'est que le Canada doit acquérir la capacité de produire un surplus commercial, en investissant dans la compétence et l'habileté de nos citoyens.

Nous devons devenir un pays très actif en recherche et développement, et nous devons avoir une main-d'oeuvre très scolarisée et ayant accompli un apprentissage très poussé. Nous ne le faisons pas. Le gouvernement pensait que tout ce qu'il avait à faire était d'ouvrir le pays au libre-échange avec les États-Unis, avec quelques enjoliveurs qui limitent notre capacité d'entreprendre la réorganisation industrielle dont nous avons besoin, concernant notamment les règles de propriété.

Ce gouvernement n'a pas fait, comme l'indique cette résolution, ce qu'il devait faire pour promouvoir la recherche et le développement industriels. Il est continuellement en train de réduire sa propre capacité de poursuivre des activités de recherche et de développement. Il a attaqué les universités en réduisant le financement des programmes établis. Il a réduit la capacité des universités